



Conseil économique et social

Distr. générale
28 novembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante et unième session

13-24 mars 2017

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par le Sovereign Military Order of the Temple of Jerusalem, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Le Sovereign Military Order of the Temple of Jerusalem appuie les objectifs du Millénaire pour le développement, les objectifs de développement durable, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les travaux de la Commission de la condition de la femme, et soutient totalement les efforts déployés par ONU-Femmes, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont constamment exposées au risque dans de nombreuses régions du monde. En tant qu'organisation, nous identifions sept domaines clefs qui menacent les moyens de subsistance, l'égalité des sexes, et l'autonomisation des femmes et des filles. Ce sont :

- 1) Les droits de propriété de la terre;
- 2) La hausse des prix des biens fonciers;
- 3) L'augmentation des coûts de l'énergie;
- 4) La hausse des prix alimentaires;
- 5) Le manque d'accès à l'eau non polluée;
- 6) L'accès aux services d'appui; et
- 7) L'intolérance religieuse.

Ces menaces pour les femmes et les filles peuvent être réduites par des gouvernements équitables et tournés vers l'avenir. Le thème retenu pour la soixante et unième session de la Commission de la condition de la femme – « L'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en pleine évolution » – est essentiel à l'amélioration des sept domaines identifiés. À mesure que les femmes prendront un rôle plus actif dans le monde du travail, elles seront moins exposées aux menaces, de même que la société. Par conséquent, nous demandons à tous les gouvernements, avec le soutien du secteur privé et des acteurs de la société civile dans le monde entier, de reconnaître, d'apprécier et de saluer les différentes compétences des femmes et des filles. Le Sovereign Military Order of the Temple of Jerusalem estime que cette évolution permettra à toutes les sociétés de favoriser une culture de la méritocratie qui leur sera bénéfique. Compte tenu du vieillissement rapide de la population dans toutes les régions du monde, où les femmes âgées, en particulier les veuves, sont souvent confrontées à des circonstances tragiques, rejetées par la société et sans ressources, et de l'évolution rapide de l'économie, qui expose la population, en particulier les femmes et les filles, à une grande incertitude, nous sommes fermement convaincus qu'à ce stade de l'histoire, nous nous trouvons face à une vulnérabilité extrême, mais aussi face à d'immenses possibilités. Le moment est venu d'autonomiser les femmes dans le monde du travail, ce qui contribuera à bâtir une économie du XXI^e siècle solide et diversifiée. Alors que la population mondiale dépasse la barre des 7 milliards de personnes, la pression sur les trois piliers que sont l'eau, la nourriture et l'énergie continue de menacer notre stabilité collective. Par conséquent, nous devons tous veiller à ce que « les êtres les moins favorisés de l'humanité », comme les femmes sont à tort et injustement appelées, puissent disposer d'un accès facile et égal à ces éléments essentiels de la vie. Par conséquent, dans l'esprit du thème de cette année, nous sommes convaincus que le soutien de l'autonomisation économique des

femmes permettra de garantir un accès plus facile et plus équitable à ces éléments fondamentaux, et nous rejetons tous ceux qui osent parler des femmes comme des « êtres les moins favorisés de l'humanité ». En tant qu'organisation, nous avons toujours considéré les femmes sur un pied d'égalité, sans aucune réserve ni restriction. L'autonomisation économique des femmes, conjuguée au droit politique d'obtenir un niveau de vie décent, aidera les femmes de tous âges à acheter et posséder des terres, et à en hériter. À terme, ce plan d'action jalonne une voie vers l'autonomie. Par exemple, le fait de produire sa propre nourriture, au moins en partie, ne constitue qu'un seul moyen d'échapper à la faim et à la dépendance. Associée à l'autonomisation économique, cette stratégie permettra à des communautés de femmes toute entières de se soutenir entre elles et de mettre fin à toute dépendance vis-à-vis des autres. Pour cette seule raison, il est essentiel que les gouvernements garantissent aux femmes un accès aisé, équitable et sécurisé à des ressources en eau propres et salubres suffisantes pour la consommation et l'assainissement, de même qu'un accès à des ressources alimentaires à bas prix et aux sources d'énergie, qu'elles soient traditionnelles ou renouvelables. Malheureusement, et injustement, les femmes se voient souvent refuser ces exigences fondamentales de la vie en raison de leur sexe, de restrictions économiques ou de leur niveau d'instruction. Nous demandons à l'Organisation des Nations Unies, à ses organes constitutifs et à tous les États Membres, dans un esprit de paix et de coopération, de respecter et d'apprécier les différentes cultures du monde, de travailler avec tous les acteurs de la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques visant à éliminer la faim et de la soif, en utilisant l'autonomisation économique des femmes comme un outil majeur pour résoudre les problèmes dans le monde entier. De même, le secteur privé est bien placé, dans le monde entier, pour promouvoir et appuyer cette initiative. Les travaux et les activités de sensibilisation de la société civile nous permettront également de résoudre ce problème de façon collective. Tout comme l'accès aux opportunités d'emploi, l'accès à ces ressources identifiées doit être ouvert à tous, sans limitation ni discrimination fondée sur le sexe. Il s'agit d'une très noble entreprise et en tant qu'organisation non gouvernementale, nous nous félicitons de cette opportunité de soutenir ces efforts. Les objectifs du Millénaire pour le développement, les objectifs de développement durable et les droits des femmes sont liés de façon indissociable. En appuyant l'autonomisation économique des femmes, nous pouvons prendre les mesures nécessaires pour assurer la disponibilité de ces ressources fondamentales, créant ainsi une société sûre et durable pour tous.
